

SCHUNCK (Catherine et François), Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation

Éditions Alan Sutton, 2012, 168 p.

Léon Strauss



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2277>

DOI : [10.4000/alsace.2277](https://doi.org/10.4000/alsace.2277)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 510-512

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Léon Strauss, « SCHUNCK (Catherine et François), Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation », *Revue d'Alsace* [En ligne], 141 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 10 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2277> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2277>

La lecture de l'ouvrage doit se faire en ayant à l'esprit le contexte bien particulier des combats qu'il relate. Grussenheim, pas d'avantage que les autres communes de la Poche de Colmar, n'est un lieu d'une importance stratégique cruciale, et pourtant les combats y ont été particulièrement acharnés. La Poche de Colmar représente en ce début d'année 1945 la dernière portion de territoire français tenue par les Allemands, un territoire revendiqué comme terre allemande, d'où l'acharnement bien souvent désespéré des soldats du Troisième Reich. Existe-t-il, d'ailleurs, des témoignages côté allemand? Pour les Français, la réduction de cette poche de résistance était le dernier obstacle avant l'entrée en territoire allemand. Or il était impératif pour les autorités françaises, civiles et militaires, d'avoir à terme une zone d'occupation, de montrer aux Américains, dont ils ont besoin pour y arriver, qu'ils sont capables militairement. Les combats de la Poche de Colmar, en l'occurrence ceux de Grussenheim, devaient en être une illustration.

Jean-Philippe Strauel présente en fin d'ouvrage, dans la troisième partie, les lieux de mémoire qui existent aujourd'hui à Grussenheim. Meurtrie en 1945, la commune a su rendre hommage à ses libérateurs, notamment à ceux qui ont payé de leur vie leur engagement en faveur de la liberté.

Olivier Conrad

Seconde Guerre mondiale hors Alsace

SCHUNCK (Catherine et François), *Réfugiés alsaciens et mosellans en Périgord sous l'Occupation*, Éditions Alan Sutton, 2012, 168 p.

Catherine et François Schunck diffusent régulièrement le résultat de leurs recherches sur la présence des Alsaciens et des Mosellans en Dordogne. Le présent ouvrage est consacré à la période qui va de mai 1940 au retour de la majorité des PRAF (Patriotes réfractaires à l'annexion de fait, terme officiel depuis 1973) en Alsace et en Moselle libérées à l'été 1945. Les auteurs ont encore pu interroger une dizaine de témoins, ils ont utilisé la presse locale et consulté de nombreux dépôts d'archives de Dordogne et du Bas-Rhin.

Le titre est un peu inexact. En effet, sauf les communes de l'ouest du département incluses dans la zone occupée par la convention d'armistice, la Dordogne fit partie de la zone Sud, dite aussi zone non occupée ou zone libre jusqu'au 11 novembre 1942. C'est seulement à cette date qu'à la suite du franchissement de la ligne de démarcation par la Wehrmacht commença ce qui, théoriquement, n'était pas une occupation, mais l'installation d'une « force d'opération ». Dans la réalité, on le sait, la France entière était soumise désormais à une occupation militaire et policière de plus en plus rigoureuse et particulièrement sanglante en Dordogne en 1944.

Un premier ouvrage publié en 2006 avait suivi l'évacuation en septembre 1940 et l'installation des Alsaciens en Périgord durant la « drôle de guerre ». Après l'annexion de fait, la nostalgie du pays natal, les difficultés multiples de l'exil furent utilisées par la propagande allemande pour prôner le retour au foyer. La majorité des exilés prirent dès que ce fut possible le train ou l'autocar du rapatriement. On est un peu déçu à ce propos de ne pas voir évoquer la part prise par des ralliés, ex-autonomistes sortis des camps d'internement français, ou certains notables évacués eux-mêmes, dans le discours peignant l'avenir paradisiaque des provinces « libérées » de la souveraineté française. On aurait souhaité aussi que soit plus poussée l'analyse du choix de ceux qui choisirent de rester exilés. Mis à part les catégories à qui le retour était de toute manière interdit (les Juifs, les Français de l'Intérieur, les déserteurs de l'armée allemande), ceux qui sont désignés dans le livre comme des « francophiles », épithète qui ne peut concerner que des étrangers, sont tout simplement des Français patriotes ou/et antinazis. Il aurait fallu insister aussi sur la décision prise par de nombreux jeunes gens et jeunes filles (notamment la plupart des élèves-maîtres des écoles normales et des étudiants de l'université repliée à Clermont-Ferrand) de rester en France non annexée au prix d'une séparation qui risquait d'être définitive avec le pays natal et la famille.

La documentation est abondante sur le maintien des institutions alsaciennes et lorraines restées en Dordogne : les services administratifs gérant le statut local maintenu par Vichy pour les exilés, ce qui restait de la municipalité légitime de Strasbourg, la préfecture du Bas-Rhin, le rectorat de l'académie de Strasbourg, les écoles normales, de nombreuses écoles primaires confessionnelles en pays laïc selon le « statut scolaire local ». Un chapitre substantiel est consacré à l'hôpital des réfugiés à Clairvivre qui assurait la continuité des Hospices civils de Strasbourg avec le concours de six professeurs de la faculté de Médecine de Strasbourg.

Les auteurs suivent ensuite la vie de cette diaspora qui se maintint en Dordogne jusqu'à la fin de la guerre. Ses effectifs allaient grossir d'une partie de ceux qui furent expulsés des deux nouveaux *Gauen* à partir de juillet 1940. On retiendra particulièrement le chapitre substantiel consacré à la persécution des Juifs par le régime de Vichy. Il apparaît assez clairement que les autorités administratives alsaciennes maintenues appliquèrent les mesures d'exclusion sans trop de réticences. L'adhésion d'une grande partie des réfugiés alsaciens et lorrains « aryens » au « maréchalisme », liée à l'orientation électorale conservatrice des trois départements dans les années trente, est évidente même si elle n'est pas évoquée ici.

La situation des réfugiés devint évidemment plus inquiétante quand, le 11 novembre 1942, les illusions qu'entretenait le statut de la zone libre disparurent : l'armée allemande et la Gestapo s'installaient à Périgueux. Les arrestations suivies de déportations commencèrent en février 1943.

Le recrutement de certains réfugiés bilingues comme interprètes par les Allemands avait rarement été traité jusqu'alors : ils pouvaient rendre de grands services à la Résistance, mais aussi cette situation entraîna quelques-uns à se mettre au service de la répression allemande. Un des chapitres suivants traite de l'épuration. Pourquoi certains Alsaciens proscrits par les Nazis ont-ils pu se mettre à leur service ? Cette question troublante devrait faire l'objet d'une étude couvrant l'ensemble du pays en utilisant les dossiers judiciaires d'après la Libération. On compléterait ainsi les travaux d'Alphonse Irjud et de Jean-Laurent Vonau sur l'épuration en Alsace même. Il est vrai que nous manquons toujours d'une analyse en profondeur du ralliement au nazisme dans nos régions.

Plusieurs chapitres sont consacrés ensuite à la Résistance alsacienne en Périgord, aux terribles représailles allemandes, à la traque des Juifs, à la Libération du département, à la constitution de la brigade Alsace-Lorraine, au retour en Alsace, thèmes déjà connus par une abondante littérature mémorielle et historique, en particulier les ouvrages de Guy Penaud et le remarquable travail de l'archiviste Bernard Revirigo, *Les Juifs en Dordogne 1939-1944*.

Au total, une œuvre utile d'autant plus qu'elle a su recourir aux sources d'archives, non seulement du département d'accueil, mais aussi à celles d'un des départements d'origine des réfugiés. On ne peut que souhaiter que des travaux semblables soient menés dans d'autres départements de l'Intérieur de la France ayant accueilli d'importantes colonies alsaciennes ou mosellanes de la défaite à la Libération, telles la Haute-Vienne, le Puy-de-Dôme, le Rhône pour la zone Sud, les Vosges, la Meurthe-et-Moselle ou la Charente pour la zone occupée.

Léon Strauss

SEILER (Richard), *Charles Mangold, Chef de l'Armée Secrète en Périgord. Vie et mort d'un grand résistant alsacien*, L'Harmattan, 2014, 240 p.

L'importante colonie de réfugiés et expulsés alsaciens présente en Dordogne de 1940 à 1944 fut évidemment largement représentée dans les mouvements et réseaux de la Résistance particulièrement développée dans ce département. Le journaliste Richard Seiler consacre une biographie à Charles Mangold, un Strasbourgeois, qui occupa, jusqu'à sa capture et son exécution par les Allemands en août 1944, d'importants commandements la Résistance de Dordogne.

La première partie de l'ouvrage veut suivre la vie de Mangold de sa naissance à Ostwald en 1891 à 1939. Une large place y est faite à des données très générales sur l'histoire de l'Alsace depuis 1871. Visiblement, la mémoire des jeunes années de la vie du héros du livre n'a guère laissé de traces. On apprend qu'il a fréquenté le collège privé catholique de Matzenheim. A-t-il